

## Burundi : ce qui fait craindre le scénario du pire

Francetv info, 17/01/2016 L'ONU a dénoncé vendredi l'existence de massacres ethniques, de charniers et de viols collectifs au Burundi. "Tous les signaux d'alarme sont en train de virer au rouge" au Burundi. C'est le constat du Haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies, Zeid Ra'ad Al Hussein. L'organisation internationale dénonce officiellement, vendredi 15 janvier, l'existence de massacres ethniques, de charniers et de viols collectifs dans le pays, avec une "dimension de plus en plus ethnique". Francetv info revient sur la situation dans le pays en trois questions.

Que se passe-t-il sur place ? Des violences quotidiennes sont recensées. Elles ont déjà fait plusieurs centaines de morts et poussé plus de 200 000 personnes à quitter le pays, selon l'ONU. Cette carte collaborative, mise en place en avril 2015, dénombre les "affrontements, arrestations, enlèvements, dommages matériels, blessures, morts, violences sexistes, les cas de harcèlement et d'intimidation, etc.". Selon les observateurs, la violence s'est encore accentuée ces deux derniers mois. L'ONU évoque désormais "des violences sexuelles commises par des membres des forces de sécurité et une forte augmentation des disparitions forcées et des tortures". Le Haut-commissaire aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, réclame une enquête sur "l'existence possible d'au moins neuf charniers" à Bujumbura et dans ses environs, y compris un dans un camp militaire. Selon des témoins, cités dans le communiqué des Nations unies, ils contiendraient au moins 100 corps, tous tués lors des attaques lancées le 11 décembre contre trois camps militaires. Quelles sont les origines de la crise ? La crise a commencé par une contestation politique pacifique. En avril 2015, des Burundais ont manifesté contre la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat. "Or, la Constitution du Burundi, adoptée en 2003 lors de l'accord d'Arusha en Tanzanie, stipulait que seulement deux mandats consécutifs étaient possibles", souligne-t-elle. Malgré les recours, Pierre Nkurunziza s'est néanmoins présenté à la présidentielle, après avoir muselé toute opposition. Il a été réélu le 21 juillet au poste qu'il a refusé de quitter. Comment peut-il se passer ? Un "effondrement complet de l'ordre public est imminent", selon les Nations unies, qui envisagent trois scénarios selon un mémorandum confidentiel, adressé au Conseil de sécurité de l'ONU par le chef des opérations humanitaires Hervé Ladsous, rapportait l'AFP mardi. Dans un premier scénario, la violence reste "sporadique et d'intensité relativement faible" et un processus politique se poursuit, de même que des efforts pour déployer une force de l'Union africaine. Dans le deuxième scénario, la sécurité "se dégrade de manière importante" à Bujumbura et ailleurs, il n'y a "pas de processus politique crédible" et la force africaine ne parvient pas à se déployer. Le troisième scénario, le pire, mène à des "crimes contre l'humanité, crimes de guerre et génocide". Si les choses tournent vraiment mal, la violence atteindra "une ampleur dépassant les capacités de protection des Nations unies", qui devront alors compter sur les Etats membres pour fournir des "capacités supplémentaires" d'intervention, explique le document. Mais même si les Casques bleus sont autorisés à utiliser la force pour se défendre et protéger les civils, "les Nations unies sont mal équipées" pour faire face à un tel drame.